la SRF
société des réalisatrices
et réalisateurs de films

Lettre ouverte à Bernard Cazeneuve, François Rebsamen et Christiane Taubira.

08 SEPTEMBRE 2014

Le Collectif des cinéastes pour les "sans-papiers" qui a fait les campagnes "Nous, sans-papiers de France", "Laissez-les grandir ici !" et "On bosse ici ! On vit ici ! On reste ici !" a décidé de s'engager auprès des salariés du 57 Boulevard de Strasbourg, à Paris.

Voilà la lettre ouverte, avec les premiers signataires, que nous venons d'adresser aux trois ministères concernés :

Lettre ouverte à Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, François Rebsamen, ministre du Travail, et Christiane Taubira, ministre de la Justice

Madame, Messieurs les ministres,

Nous exigeons la protection immédiate, notamment par l'obtention d'un titre de séjour, des salariés qui occupent actuellement le salon de coiffure du 57 Boulevard de Strasbourg, à Paris, depuis le 24 juillet dernier. D'ici là, nous nous engageons à les protéger nous-mêmes par tous les moyens que nous jugerons bon.

Pour la plupart coiffeuses sans-papiers d'origines africaines, les salariés du 57 étaient illégalement payés "à la tâche", quand ils l'étaient, pour 200 à 400 euros par mois, alors qu'ils travaillaient 7 jours sur 7, de 9h à 23h, dans des conditions de travail d'un autre temps.

Ils se sont mis en grève le 22 mai dernier et ont obtenu des contrats de travail sous la pression de la CGT. Mais le 8 juillet, leur employeur a procédé à un dépôt de bilan, conduisant les salariés à déposer une plainte le 6 août pour «traite d'êtres humains, travail dissimulé et faillite frauduleuse».

Nous reprenons les mots d'une des coiffeuses du 57 : « Nous avons besoin d'un salaire qui nous permette de vivre, d'un contrat de travail pour pouvoir régulariser notre situation. Mais le patron nous a menées en bateau, avant de déposer le bilan… Dans le quartier, nous subissons la pression des autres gérants de salons. On nous dit : "Ici, ça ne marche pas comme ça. Vous ne pouvez pas être déclarées." Une mafia dirige Château d'Eau. Il faut que la police enquête, que la justice nous protège.»

Nous vous demandons solennellement d'octroyer un titre de séjour à ces travailleurs en lutte dans les plus brefs délais et de tout mettre en oeuvre pour lutter contre cet esclavage moderne qu'est l'exploitation des travailleurs "sans-papiers".

Il y va de notre dignité à tous.

Collectif des cinéastes pour les "sans-papiers"

Premiers signataires : Mathieu Amalric, Cynthia Arra, Myriam Aziza, Josiane Balasko, Jeanne Balibar, Grégoire Bénabent, Luc Béraud, Julie Bertucelli, Laurent Bouhnik, Bénédicte Brunet, Mikael Buch, Sonia Cantalapiedra, Laurent Cantet, Laurent Chevalier, Patric Chiha, Hélier Cisterne, Jean-Paul Civeyrac, Mati Diop, Mohammed Djamal, Christine Dory, Bernard Dubois, Marie Dumora, Nadia El Fani, Frédéric Farrucci, Léa Fehner, Pascale Ferran, Denis Gheerbrant, Thomas Gilou, Elise Girard, Gabriel Gonnet, Yann Gonzalez, Romain Goupil, Esther Hoffenberg, Danielle Jaeggi, Stéphanie Kalfon, Sam Karmann, Yannick Kergoat, Héléna Klotz, Gérard Krawczyk, Philippe Le Guay, Louis-Do de Lencquesaing, Sarah Léonor, Serge Le Péron, Michel Léviant, Patricia Mazuy, Driss Meddens, Ursula Meier, Agnès Merlet, Dominik Moll, Jean-Marc Moutout, Charles Najman, Anna Novion, Valérie Osouf, Thierry de Peretti, Monique Perez, Laurence Petit-Jouvet, Nicolas Philibert, Joana Preiss, Martin Provost, Katell Quillévéré, Alain Raoust, Brigitte Rouan, Christophe Ruggia, Lucia Sanchez, Dorothée Sebbagh, Olivier Sigaut, Claire Simon, Abderrahmane Sissako, Carine Tardieu, Nils Tavernier, Pascal Tessaud, Pascal Thomas, Marie Vermillard, Marion Vernoux, Frédéric Videau, Régis Warnier, Erick Zonca...